

RENOI AUX CALENDES GRECQUES DE TOUTE AUGMENTATION ET/OU REVALORISATION DES PENSIONS

Quel sort réservé pour les retraités par la tripartite !!!

Après analyse des résultats ayant sanctionné la dernière tripartite tenue en date du 29/09/2011, je sollicite l'hospitalité de vos colonnes pour exposer ci-après un point de vue qui s'est imposé de lui-même compte tenu du sort ô combien lamentable, et n'honorant en rien cette frange de société, réservé aux retraités. En effet, aucune décision concrète n'est venue reconforter le moral de cette catégorie de citoyens dont le seul tort peut-être est d'avoir été atteints par l'âge de départ à la retraite ou d'avoir été contraints à partir compte tenu des situations économiques qui prévalaient au sein des entreprises et institutions qui les employaient.

Par cette action, ces retraités pensaient joindre l'utile à l'agréable en savourant le fruit de leur labeur, d'une part, et en libérant des postes de travail à la jeunesse montante, d'autre part, afin d'atténuer quelque peu le taux de chômage fort inquiétant et qui ne cessait de grimper et de se répercuter négativement sur la situation sociale des Algériens. Peine perdue, car dix ans, voire quinze ans après, la pensée formulée à l'époque s'est transformée en un cauchemar, voire une expédition punitive se justifiant principalement par ce qui suit : la situation précaire d'une grande partie de la jeunesse algérienne qui n'est constituée en réalité que d'enfants de retraités, marquée par un taux d'inactivité fort préoccupant, poussant même cette dernière au désespoir ayant abouti à des phénomènes nouveaux mais très néfastes pour la société algérienne (harga, immolation et suicide, en passant par la recrudescence de la débauche et d'autres voies illicites) ; la mendicité !

Et c'est bien le terme à employer de la quasi-totalité de ces retraités se justifiant essentiellement par les expressions entendues dans la sphère des décideurs,

à savoir : solidarité !, aide exceptionnelle !, renvoi aux calendes grecques de toute augmentation et/ou revalorisation de toute pension par la constitution de commissions !... A entendre ces déclarations, l'on suppose que les retraités ne sont devenus que des mendiants qui quémangent en permanence. Alors qu'ils ne font que demander leurs droits légitimes dictés par les exigences de l'heure et à venir, à l'instar des autres catégories socioprofessionnelles du monde de travail, du moment que leurs devoirs ont été bien accomplis bien avant (cotisations, sacrifices, relevé de défis, etc.).

«Messieurs les décideurs, rendez aux retraités ce qui leur appartient !»

Non, non et non, messieurs les décideurs ! si le système des retraites n'a pas été bien pensé, ce n'est nullement la faute aux retraités, de même si le Fonds national de réserve des retraites est insuffisant ou n'est pas bien alimenté et que la Caisse nationale des retraites se trouve en situation délicate, ce n'est certainement pas la faute à ces pauvres retraités, et si

l'inflation n'a pu être maîtrisée, ce n'est également pas la faute aux retraités, aussi si l'échelle des valeurs n'a pu être respectée ce n'est pas du tout la faute aux pensionnés, donc, de grâce, rendez aux retraités ce qui leur appartient et surtout leur dignité, car ils ne demandent pas l'aumône, au risque de les voir basculer dans des situations qui terniraient davantage l'image de notre cher pays qu'est l'Algérie. Pour être plus illustratif et surtout convaincant pour ce dernier constat, je cite un exemple réel et frappant d'un retraité, ex-cadre supérieur, sorti avec le rang de cadre dirigeant en 2005 et qui se retrouve aujourd'hui, c'est-à-dire en 2011, au rang «d'agent de maîtrise» au vu de la maigre pension dont il bénéficie et tenant compte des récentes augmentations salariales enregistrées à tous les niveaux et dans tous les secteurs, ainsi que du faible cumul de revalorisation des pensions de retraites depuis 2005. Paradoxal, non ? Ce même cadre sorti avec une pension qui valait 4 fois celle d'un agent de maîtrise qui exerçait avec lui se retrouve avec une pension en 2011 qui ne fait qu'un peu plus le double de celle de l'agent de maîtrise, à

cause du non-respect de la hiérarchie des valeurs et des derniers avantages fiscaux accordés depuis aux catégories à bas revenus. En conséquence, messieurs les décideurs, avec ce système de gestion actuel des pensions de retraite, ils risqueront fort d'endurer les mêmes difficultés et de connaître les mêmes injustices que leurs prédécesseurs, lesquels sont les retraités actuels.

Il est urgent de répondre positivement aux revendications des retraités

Pour être constructif, il s'avère urgent de répondre positivement et sans délai aux revendications formulées par les retraités (revalorisation des pensions d'un minimum de 40%, avec effet rétroactif à compter de janvier 2010 ; réduction, voire suppression de l'IRG pour l'ensemble des retraités ; révision de la législation relative à la comptabilisation des années du service national dans le cadre de la retraite proportionnelle : ainsi que l'augmentation de la majoration pour conjoint à charge, etc.), ceci d'une part, et pour mieux gérer le volet lié à la

prise en charge efficiente de la gestion des retraités à l'avenir, il est vivement suggéré de travailler sans tarder sur les trois principaux axes ci-après : la refonte totale du système de retraite actuel (abrogation des retraites sans conditions d'âge, proportionnelle et anticipée ; allongement de l'âge légal de départ à la retraite compte tenu de l'amélioration notable de l'espérance de vie ; révision du système de cotisations ; alignement du taux de revalorisation annuelle sur celui de l'inflation...) : la relance de l'investissement productif pour favoriser surtout la création d'emplois et par là même, de la richesse garantissant le développement des entreprises dans un environnement sain et surtout compétitif et rassurant ; et la maîtrise – dans l'optique d'une réduction optimale – des dépenses non créatrices de valeur ajoutée et du taux d'inflation, d'autre part.

Ce faisant, on évitera de revivre en permanence les mêmes situations au grand bénéfice de nous tous, de nos enfants et des générations futures. Toutes mes sincères salutations à l'équipe du *Soir d'Algérie* et notamment celle du «Soir Retraite».

T. Bouabdallah

Faillite sociale de la «tripartite»

Faillite sociale de la «tripartite»

Au vu des résultats catastrophiques et réellement méprisants, la majorité de nos retraités sont déçus et franchement scandalisés par l'attitude, les propos et l'inqualifiable argumentation des différents responsables qui ont participé à cette tripartite qui a accouché d'une souris sociale famélique et leucémique. Nous constatons que, pratiquement, aucune de nos légitimes requêtes et aucun de nos SOS de désespoir, surtout en cette période d'indigence critique et au bord de la révolte, n'ont été pris en compte, ni même étudiés sérieusement. Encore une fois, nous constatons que cette attitude des responsables divers et à tous les niveaux est en phase avec l'air «business» du moment et comme preuve flagrante à l'appui, les 10 exigences du Patronat ont été acceptées en totalité, sans réserve et en vitesse.

Un ou deux jours avant la tenue de la réunion, nous avons suivi avec attention dans les journaux les déclarations de certains responsables du Patronat qui ont exposé leurs idées et, comme par hasard, toutes ces «idées» sont devenues réalité le jour de la tripartite. Que peut-on en conclure : prémonition ? Préméditation ? Fidèle suivi ou heureuse symbiose ? La réunion de la tripartite de mai dernier avait déjà contenté l'ensemble du Patronat (privé et public) dans ses exigences, et cette seconde réunion l'a, encore mieux, conforté et contenté dans ses désirs, alors qu'elle aurait dû être uniquement et totalement consacrée aux requêtes du social en général et des retraités en particulier. Vu ces résultats unidirectionnels, cette tripartite serait plutôt une monopartite ou, si nous voulons être charitables avec l'un des partenaires, une bipartite. Qu'a-t-elle apporté de social ? Le SNMG passant de 15 000 à 18 000 DA au lieu des 20 000 proposés !

Certes, cela concerne le monde des actifs, mais par contre, ce point ne touche que certaines catégories de retraités.

D'abord pour ceux qui sont sujet au minimum de pension, l'ajout de 100 DA (75 en réalité) par jour dans leur pension leur permettra peut-être d'ajouter 5 pains (40 DA) et 2 sachets de lait (60 DA) à leur ration alimentaire quotidienne.

Surdité volontaire chez certains responsables de l'État !

Ensuite, il y a ces autres catégories sociales particulières dont la pension est un multiple du SNMG et qui vont bénéficier d'un complément mensuel de 9 000 DA et plus ! Par contre, pour les autres retraités de faibles et moyennes pensions qui ne sont pas concernés par le SNMG, les vrais grands problèmes sérieux ont été totalement occultés, pour ne citer que le taux de la revalorisation annuelle, l'actualisation de la majoration pour conjoint à charge, la réforme des retraites proportionnelle et sans condition d'âge, la suppression ou réduction de l'IRG, le remboursement à la CNR des 40 milliards DA, l'utilisation du FNRR (Fonds national de réserve des retraites) et bien d'autres dossiers graves et urgents. Et on ose nous parler d'un risque d'inflation et d'une possible faillite de la CNR ! Sincèrement, à entendre les mêmes réponses et faux arguments rabâchés depuis des années, ou bien c'est nous et nos dirigeants syndicaux qui sommes incapables d'exposer clairement nos problèmes et leurs solutions, ou bien il y a une sérieuse situation de surdité volontaire chez certains responsables de l'État !

On nous dit que ces dossiers vont être confiés à des commissions. Certains pensent plutôt qu'ils ont été, comme d'habitude, carrément jetés aux oubliettes, en somme à la poubelle. C'est classique, chacun sait que lorsqu'on veut dissoudre un dossier, on affirme qu'une commission va s'en charger. C'est ainsi que des milliers de dossiers ont été confiés à des milliers de commissions et

n'ont jamais réapparu en surface. Le temps efface tout. Ce qui est étonnant c'est qu'un certain responsable à la tripartite considère l'IRG du retraité pensionné comme une donnée financière stratégique qui risque de provoquer la faillite de l'État en cas de réduction ou suppression. Sachez, Monsieur, que sur les 2 100 000 retraités, pratiquement 1 700 000 (84%) sont déjà exonérés d'IRG ; 370 000 (14,5 %) ont obtenu des réductions et cela n'a ruiné ni la CNR ni l'État. Alors pourquoi y a-t-il discrimination pour le 1,5 % (30 000) retraités restants ? Oui, Monsieur, 30 000 retraités sont obligés de payer la totalité de l'impôt comme des actifs ! Cette inégalité devant l'impôt, cette discrimination est anti-constitutionnelle. Une pension supérieure à 40 000 DA n'est pas une fortune à l'heure actuelle, en comparaison avec ce que touchent maintenant les actifs et surtout les cadres et hauts cadres et classes spéciales de l'État !

Si, au moins, avec les 2 millions de retraités, on pouvait créer un vrai «mouvement social» !

Et ce qui est encore plus paradoxal et contradictoire, c'est qu'à côté de ce refus obstiné de satisfaire les droits des retraités, les mêmes «gestionnaires» continuent à «distribuer» des cadeaux financiers au Patronat ! Les facteurs tant évoqués du boosting des entreprises par la «production» et par le «tout emploi» restent toujours au point mort malgré ces cadeaux.

On ne voit aucune heureuse conséquence ou de plus-value de ces avantages spéculatifs. Encore mieux, on constate depuis deux à trois ans un flagrant gaspillage à tort et à travers de l'argent de l'État (ou du peuple ?) au profit de tous ceux qui possèdent des moyens pour faire — n'ayons pas peur de la vérité — du chantage à l'État par la grève (légitime) et le blocage des ins-

titutions et des secteurs sociaux et économiques par des manifestations de rue et de la casse à outrance et par des troubles qui favorisent l'insécurité des biens et des citoyens, toutes choses que les retraités, conditionnés par leur culture des années 60 et 70, s'interdisent de faire contre leur pays et ses citoyens (élèves, malades, administrés, voyageurs, etc.). On ne détruit pas facilement ce qu'on a soi-même construit difficilement et laborieusement ! Dans nos locaux syndicaux, au niveau des jardins et bancs publics, au marché et dans les longues files des bureaux de poste, nous rencontrons, quotidiennement, une majorité de ces retraités, surtout les diplômés des années 60 et 70, ainsi que des anciens cadres moyens qui ont consacré toute leur vie professionnelle et leur jeunesse studieuse et dynamique au service du pays pour le construire, le maintenir et le développer, lancer des regrets d'avoir fait le mauvais choix par le passé. Ils disent tous qu'on aurait mieux fait d'entrer dans les affaires, le «business», comme on dit aujourd'hui, ici et à l'étranger durant les années 80, 90 et 2000. Comme certains du Patronat actuel, ils seraient aujourd'hui de riches hommes d'affaires «influents» ou des experts «écoutés religieusement» comme consultants ou investisseurs dans ce pays, au lieu de se trouver aujourd'hui face à ces «gestionnaires» ingrats qu'ils avaient pourtant formés et instruits pour leur céder, en final, leur place, et dont ils se servent maintenant pour humilier leurs aînés. Ah ! si, au moins, avec ces 2 millions de retraités on pouvait créer un vrai «mouvement social» ou «prendre en main» un parti politique, on pourrait alors défendre nos droits directement sans avoir affaire à ces «organisations» moribondes qui n'arrivent même pas à défendre les droits de leurs propres dirigeants ! Mais patience, tout a une fin.

Un retraité sous tension,
T. Sahraoui